pouvoir ouvrier

N° 99 — OCTOBRE 1969 MENSUEL — 1 F.

LE PLAN GOUVERNEMENTAL : UN PARI PERDU

1958, De Gaulle prenait le pouvoir en pleine crise de fonctionnement des institutions politiques bourgeoises. La classe ouvrière démoralisée par des années de stalinisme et de défaites, n'opposait aucune résistance.

1969, l'installation de Pompidou fait suite à une secousse sociale immense qui a rendu manifestes les faiblesses du capitalisme français, et s'inscrit dans un cadre de radicalisation des luttes en France et en Europe. Le nouveau pouvoir s'instaure sur une double incapacité du gaullisme : incapacité à rénover profondément les structures industrielles françaises et à empêcher la crise de Mai, incapacité à en liquider les séquelles et à redonner confiance à la classe dominante. Si l'on ajoute à cela que Pompidou n'a pas la stature historique de De Gaulle, qu'il est l'élu du grand capital et de la petite et moyenne bourgeoisie dont les intérêts sont contradictoires, on comprendra pourquoi ce nouveau pouvoir est promis à un avenir difficile.

Les malaises de l'économie française sont connus : balance des paiements déficitaire, mauvaise distribution des postes de la balance commerciale, industrie insuffisamment concentrée qui ne crée pas assez d'emplois, poids trop important d'entreprises non rentables et du secteur agricole, inadaptation criante de l'enseignement entraînant des goulets d'étranglement sur le marché du travail et provoquant le chômage d'une grande partie de la jeunesse. Tous ces traits ont été révélés avec acuité par la crise de Mai. Alors que les idéologues de profession chantaient les louanges de la société française, cette société s'est critiquée elle-même de façon radicale et ses maux sont apparus au grand jour, si bien qu'aujourd'hui les gouvernants ne peuvent qu'en faire le procès. La bourgeoisie a liquidé De Gaulle et tenté de mettre en place une nouvelle équipe : celle-ci est usée dès sa naissance. Ces problèmes sont rendus plus aigus encore du fait de la pression de la concurrence internationale.

Face à ces difficultés le plan de redressement apparaît comme une série de demi-mesures qui parviendront difficilement à sortir le capitalisme français de la situation où il se trouve : on allège la fiscalité en faveur des P.M.E. mais on leur refuse un crédit bon marché sans lequel elles ne peuvent survivre ; on prend des mesures sociales mais l'Etat abandonne les investissements destinés aux équipements collectifs ; on réduit la consommation pour favoriser les exportations et l'épargne mais la contraction du marché interne aura sans doute pour effet de ralentir les investissements et d'accroître le chômage. Autant dire (et Chaban l'a d'ailleurs reconnu) que le gouvernement est contraint pour lutter contre l'inflation de pratiquer une politique dangereusement récessionniste. La réussite de ce plan repose sur un pari : on parie que les quelques avantages accordés aux uns et aux autres, la volonté de discussion et d'ouverture qui est affichée, suffiront à provoquer l'adhésion des travailleurs, des petits épargnants, redonneront confiance aux capitalistes et parviendront à recréer un consensus social solide.

Pour amortir des chocs éventuels l'Etat se désengage quelque peu en tentant de donner aux entreprises nationalisées une autonomie relative au moins au niveau des négociations avec les travailleurs, par là et par l'instauration de contrats pluriannuels avec les syndicats on espère désamorcer les luttes et surtout éviter un heurt direct avec l'Etat à l'heure où le secteur public paraît à la pointe du combat. Il semble de toute façon que ce pari soit perdu d'avance. En effet dans les discussions qui ont eu lieu avec les syndicats du secteur nationalisé, la position du gouvernement consiste purement et simplement à vouloir... effacer Mai: il s'agit uniquement de maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs à son niveau de décembre 68 et non de l'améliorer ou de compenser la hausse des prix intervenue entre juin et décembre 68. « Il était inévitable — dit le cabinet du premier ministre — que les hausses massives de salaires obtenues en juin 68 aient des répercussions

(suite page 2)

LES GRÈVES EN EUROPE

On a longtemps considéré les grèves sauvages comme un phénomène typiquement anglais. Dès le printemps dernier, le virus se répandait en France et en Italie. En septembre, c'est l'Allemagne qui est atteinte : aciéries, mines, chantiers navals, les ouvriers débrayent sans l'accord des syndicats, conspuent leurs dirigeants, manifestent, occupent les usines dans certains cas.

Grèves sauvages, grèves officielles, la contre-offensive ouvrière se développe en Europe.

« Les ouvriers ne sont plus les mêmes »

Pendant des années, la bourgeoisie et la haute bureaucratie économique ont vécu un beau rêve : la classe ouvrière s'assagissait, « s'embourgeoisait » ; des penseurs célèbres la voyaient même s'évanouir bientôt dans la pyramide compliquée d'une « société technocratique » incolore et inodore où, faute de prolétaires, le happening remplacerait la lutte de classes. En attendant, la condition des ouvriers, disait-on, était devenue tout à fait supportable.

L'explosion de Mai a révélé l'incroyable : les ouvriers « embourgeoisés » trouvaient leur condition carrément insupportable.

Aujourd'hui, de Palerme à Dortmund, de Milan à Kiel, de Manchester à Paris, les ouvriers se révoltent. Contre quoi ? Il n'y a ni misère, ni chômage massif, ni crise économique. Mais c'est qu'il ne s'agit pas seulement du salaire ou de l'emploi ; la gerbe des revendications vise tous les aspects de l'activité productive : méthodes de rémunération, conditions de travail, cadences, horaires, hiérarchie, discipline, logement, transports.

Certes, la révolution ne gronde pas dans les usines. Mais, comme le déplorait le P.D.G. des aciéries Hoësch de la Rhur : « Les ouvriers ne sont plus les mêmes ».

Les nouvelles générations ouvrières, en effet, ont un comportement qui surprend et inquiète le patronat. C'est d'abord que les jeunes travailleurs n'ont ni vécu les échecs des années 44-56 ni subi au même degré que les anciens l'endoctrinement des bureaucrates de « gauche » ; puis, surtout, ils n'ont pas le sentiment d'avoir acquis un meilleur niveau de vie par rapport à celui d'une époque antérieure. Au contraire, ce qu'ils perçoivent c'est le violent contraste entre l'image de la vie actuelle que la classe dominante répand par tous les moyens et la vie réelle qu'ils subissent en franchissant les portes des entreprises, c'est l'immense décalage entre la richesse globale, les possibilités qu'offre le développement technique et scientifique et leur propre condition, dans et hors de l'usine.

Les grèves qui se succèdent depuis un an en Europe ont un sens bien précis : les ouvriers refusent le mythe de l'intégration dans une « communauté » sur laquelle ils n'ont aucune prise et pour un nombre croissant d'entre eux, c'est d'un refus global de l'ordre établi qu'il s'agit.

Par là même, les organisations qui prétendent les représenter sont, elles aussi, remises en question, car les travailleurs constatent jour après jour que leurs appareils dirigeants sont en voie d'intégration sinon déjà tout à fait intégrés. D'où les mouvements débordant les bureaucraties syndicales, les grèves qui éclatent spontanément, les tentatives, encore sporadiques, de s'organiser à la base pour établir les revendications et décider de la conduite à tenir (1).

La poussée ouvrière tend ainsi à s'affirmer en opposition à la ligne traditionnelle des centrales syndicales. Alors que les syndicats mettent l'accent sur les augmentations de salaires, c'est l'organisation même de la production et des services que les travailleurs contestent de plus en plus. Alors que les syndicats défendent la hiérarchie des salaires, ce sont des revendications anti-hiérarchiques qui surgissent de la masse. Alors que les syndicats appliquent les règles et procédures établies, les mouvements spontanés franchissent les barrières de la légalité : les préavis ne sont plus respectés, les clauses restrictives des contrats d'entreprise sont oubliées ; sans aucun souci de « loyauté », les ouvriers déclenchent des grèves-surprise, des grèves-bouchon qui désorganisent la production,

(suite page 3)

(1) Nous ne pouvons pas faire ici une description des grèves sauvages en Italie, en Angleterre et en Allemagne. Certains journaux (y compris « L'Humanité » pour l'Allemagne !) ont donné des informations. Pour l'Italie, les « Cahiers de Mai » n° 13 et n° 14 ont publié des comptes rendus et des analyses que nous recommandons de lire (« Cahiers de Mai », 18, rue du Faub. du Temple, Paris XIe).

Tchécoslovaquie : CONSOLIDATION TEMPORAIRE DU RÉGIME

Elimination de Dubcek du présidium du P.C.T. ; expulsion ou « démission » de 29 membres du comité central (dont Smrkovsky, Hajek, Mlynar) ; retour à des postes clés de vieilles canailles de l'ère novotnienne (telles Karel Hoffmann) ; annonce d'une épuration à tous les échelons du parti ; annulation de la résolution du présidium qui condamnait l'intervention des troupes du pacte de Varsovie.

L'évolution récente de la situation en Tchécoslovaquie confirme ce que les changements effectués au mois d'avril à la tête du P.C. annonçaient, à savoir :

1) Ces remaniements à la tête du P.C.T. ,et en particulier l'élimination de Dubcek au profit de Husak, signifiaient la fin des dissensions au sein de la bureaucratie tchécoslovaque, quant aux méthodes permettant de raffermir dans son intégralité la domination de classe de cette bureaucratie.

2) La méthode employée par Dubcek ayant fait la preuve de son inefficacité, la burcaucratie tchécoslovaque dut lever le masque et renforcer ouvertement et brutalement les bases de son pouvoir qui, depuis un an, avaient été ébranlées.

Quant à sa cohésion, la bureaucratie l'a retrouvée, d'une part en procédant à tous les échelons du parti à une épuration intense (1),

(suite page 4)

(1) En fait, elle n'a fait, sur ce point, que poursuivre l'action engagée par l'équipe Dubcek, d'après l'hebdomadaire pragois « Zivot Stravy », 2.369 membres ont été exclus du parti durant le premier trimestre 69, plus de 8.000 ont démissionné pendant la même période.

LES PROGRAMMEURS : TECHNOCRATES OU PROLÉTAIRES ?

Depuis dix ans l'électronique s'introduit dans les entreprises françaises, s'emparant à une vitesse grandissante du secteur administratif. Avec elle se renforce l'industrialisation des bureaux provoquant le bouleversement des formes de travail et le remodelage des catégories professionnelles des employés. L'ordinateur entraîne la parcellisation des tâches et le contrôle continu, avec le développement du travail au rendement qui était jusqu'ici surtout le lot des ouvriers. A la mécanisation du travail, à la déqualification, à la menace de chômage, les employés n'ont jusqu'à présent donné que des répliques isolées, sporadiques. L'absence d'une tradition de lutte comparable à celle des ouvriers, le poids d'un encadrement hypertrophié, la bureaucratisation et l'immobilisme des syndicats ont contribué à freiner leur riposte.

A l'autre bout du remodelage des catégories professionnelles apparaissent : analystes, programmeurs et opérateurs sur machines. Ces couches, jusqu'alors privilégiées et éloignées de toute lutte, sont intervenues en Mai 1968 ; elles déclenchent aujourd'hui des grèves ici et là ; voir, par exemple, celle qui a paralysé pendant plus d'une semaine, en septembre, l'ordinateur à Usinor-Dunkerque. Ces mouvements traduisent un progrès de la conscience de ces travailleurs. Mais il faut aussi constater la survie d'une ambiguïté qui fait d'eux quotidiennement les auxiliaires du patronat dans son projet de modernisation des entreprises, et donc d'exploitation accrue du personnel, projet dont ils ne sont pas entièrement détachés.

Quelle est la position des programmeurs dans l'entreprise ? Inventé par les fabricants, amplifié à tous les échos par le crétinisme journalistique ,le mythe des cerveaux électroniques résolvant tous les problèmes s'effondre lamentablement devant la réalité des tâches administratives. Machine très rapide mais incapable d'invention, l'ordinateur ne sait que ce qu'on lui apprend : lire, écrire, effectuer les opérations arithmétiques et algébriques, et les comparaisons numériques. Pour qu'il puisse accomplir une tâche administrative quelconque, il faut le guider pas à pas en lui fournissant un programme, série d'opérations élémentaires qui doit le mener vers la solution. Chaque entreprise n'ayant qu'une quantité limitée de tâches différentes, il suffirait, à en croire le patronat, de confier à des spécialistes l'établissement d'un nombre limité de programmes pour assurer 80 % des travaux, après quoi, les spécialistes partis, on n'aurait qu'à utiliser le système. Cette vision idyllique rencontre tant d'obstacles que, dans les entreprises de quelque importance, s'établissent et se renforcent continuellement des Bureaux d'Informatique qui ne sont en fait limités quantitativement que par le manque actuel de travailleurs qualifiés. Ces bureaux d'Informatique regroupent des spécialistes dont les positions hiérarchiques sont très diverses. D'un côté les informaticiens, concepteurs de systèmes et organisateurs, sont des cadres liés à la direction autant par leurs intérêts matériels que, idéologiquement, par leur rôle : accroître la productivité. De l'autre côté, analystes-programmeurs ,opérateurs sur machines et programmeurs sont des techniciens. Alors que les premiers ont des responsabilités dans la conception des systèmes et dans l'organisation du travail, les seconds ne résolvent que des problèmes d'application et n'ont en fait aucune responsabilité quant à l'ordinateur lui-même. Mais pendant dix ans le patronat a réussi à entretenir une confusion réelle chez les programmeurs et les analystes : il a non non seulement obtenu leur soumission aux objectifs de la direction, mais est parvenu à faire accepter à une bonne partie d'entre eux une sorte d'idéologie technocratique qui sert les intérêts du capital.

En effet, en France, l'introduction des ordinateurs s'est d'abord heurtée à l'opposition de l'encadrement traditionnel. L'ordinateur, pour devenir rentable, doit briser l'ancienne structure administrative et le conservatisme social dans l'entreprise. En assumant la plus grande partie des tâches, l'ordinateur concentre au niveau de ceux qui en disposent ,la plus grande partie des décisions. Il dépossède l'encadrement traditionnel de la technique et de l'information qui constituaient la base même de son pouvoir dans l'entreprise, non seulement par rapport aux échelons inférieurs mais aussi par rapport à la direction. Il révèle l'hypertrophie concrète d'une hiérarchie parasite dont la justification reposait sur des modes de gestion archaïques. Les Bureaux d'Informatique ont joué donc, dans les entreprises, le rôle d'auxiliaires de la direction face à l'encadrement traditionnel. Les difficultés de mise en place, l'opposition de l'ancienne hiérarchie ont réellement soudé le personnel des bureaux, aboutissant par là à l'adhésion du plus grand nombre de programmeurs aux objectifs de rationalisation qui sont à l'heure actuelle la condition même du développement capitaliste.

De leur côté, les employés n'ont déclenché jusqu'ici de luttes importantes face aux nouvelles méthodes et conditions de travail. C'est d'abord que les conséquences sur l'emploi n'ont pas été telles qu'ont les avait prédites. Il y a eu, et il continue d'y avoir des compressions de personnel, mais le patronat, déjà empêtré dans la mise en place de systèmes qui exigent une certaine « collaboration » du personnel, alerté d'autre part par les réactions des employés qui se font jour ici et là, n'ose pas, pour le moment, aller plus loin dans ce sens. C'est ensuite que beaucoup d'employés de bureau, s'ils subissent maintenant les effets de la mécanisation progressive, n'ont pas encore perdu leurs illusions sur les possibilités de promotion, restent encore individualistes. C'est enfin que les syndicats, qui ne font déjà pas grand chose pour combattre ces illusions, se révèlent incapables d'organiser la résistance à l'aggravation des conditions de travail, de formuler la riposte nécessaire aux méthodes nouvelles d'exploitation, de pousser à fond les revendications qui surgissent, de coordonner les mouvements sporadiques.

Dans ces conditions, il est encore très difficile pour les programmeurs de rejoindre les luttes et les objectifs des autres travailleurs. Eloignés des employés par le patronat qui tente de les isoler dans les Bureaux d'Informatique, par leur formation technique, par l'intérêt qu'ils portent à leur travail, par des salaires élevés, par l'opposition à la hiérarchie traditionnelle qui tend à les « rapprocher » de la direction, les programmeurs ne font encore que commencer à réaliser ce que leur situation a de contradictoire.

Pourtant, nombreux sont ceux qui se livrent souvent, dans des discussions, à une critique du capitalisme. Conscients des possibilités techniques qu'ils utilisent, des limites, des incohérences, des contradictions que l'organisation capitaliste de l'économie crée au niveau même de leur travail, analystes et programmeurs basent leurs critiques sur le besoin d'une réforme rationnelle. Le plus souvent cette critique ne dépasse pas le cadre établi par la division capitaliste du savoir qui identifie l'administration des choses à l'administration des hommes et fait de la technique une mythologie ; c'est pourquoi elle s'exerce, inconsciemment, aussi bien contre le capitalisme que contre les travailleurs, contre tout ce qui leur paraît être un produit du « conservatisme ». Mais la réforme rationnelle de l'entreprise et de la société n'est qu'un rêve sous un régime qui, par sa nature, doit produire des « irrationalités » pour survivre. Les programmeurs en font déjà l'expérience maintenant. Ils seront de plus en plus poussés à en tirer des conséquences pratiques.

ABONNEMENT

1 an (11 numéros) 10 F

Abonnement de soutien :
1 an à partir de 20 F

Faire les versements à

POUVOIR OUVRIER
C.C.P. 13.629-59 Paris

POUVOIR OUVRIER, Mensuel
22, rue Léopold-Bellan, Paris 2e

Directeur de publication
responsable : Alain TROUSSON

232, rue de Charenton, Paris-12e
Imprimerie « E.P. »

LE PLAN GOUVERNEMENTAL...

(suite de la page 1)

sur les prix. Personne n'avait l'illusion que la progression nominale des rémunérations pourrait conserver sa valeur en termes de pouvoir d'achat ». On ne saurait être plus clair. Le gouvernement compte bien sûr sur les syndicats pour faire comprendre ce « réalisme » aux salariés et collaborer. Fontanet appelle de ses vœux « un syndicalisme fort et responsable », on parle d'intéresser les ouvriers à la marche de l'entreprise, Chaban veut « développer le sens qu'ils peuvent avoir d'être non pas des robots mais des êtres pensants » (ce qui, soit dit en passant, renouvelle de façon intéressante une vieille image: l'homme est aujourd'hui un robot-pensant). On voudrait qu'en échange de quelques actions distribuées, les travailleurs, dans un sursaut national, aient l'obligeance de participer activement à la rationalisation, l'amélioration de leur exploitation.

Ce ne semble pas être la voie qu'ils ont choisie : depuis le mois d'août les grèves ont recommencé. De Wendel-Sidelor à la R.A.T.P. ; d'Usinor-Dunkerque à la S.N.C.F. et au P.T.T., ce mois de septembre aura montré la détermination des travailleurs qui n'ont pas l'intention de faire les frais de l'austérité. Un grand nombre de salariés sent actuellement le moment venu de récupérer ce qui leur a été repris par la hausse des prix depuis Mai, de défendre la sécurité de leur emploi et de s'opposer à l'alourdissement de l'exploitation. Sous cette pression les bureaucraties syndicales sont obligées de durcir leurs positions (voir Séguy à la Mutualité) ce qui explique la volonté de « coller à la base » afin d'éviter les débordements du printemps (jusqu'ici les syndicats ont gardé un contrôle relatif) et rend douteux la réussite du plan de redressement qui exige de la part des syndicats un encadrement des travailleurs, une série d'accords contractuels tant avec le patronat qu'avec le gouvernement, encadrement et accords difficilement réalisables au moment où les grèves sauvages menacent à nouveau et où un de ces accords précisément (préavis) n'est pas respecté.

Ce pari risque d'autre part d'être perdu parce qu'il inquiète plus qu'il ne séduit une fraction de la bourgeoisie représentée par une partie non négligeable de la majorité gaulliste à la chambre.

Il est difficile de penser que les bourgeois français vont faire leur « mea culpa », se débarrasser de leur mentalité rétrograde, rogner leur bénéfices, rapatrier leurs capitaux et se mettre à l'école du capitalisme suédois ou américain. C'est dire que coincé, entre une bourgeoisie réticente et un prolétariat combatif, le gouvernement va connaître des heures difficiles. C'est finalement sur les salariés que la rigueur s'exercera, on ne tolérera pas longtemps que les travailleurs après avoir refusé de se laisser séduire mettent en danger l'avenir du capitalisme français.

Il semble donc que l'on soit au seuil d'une période au cours de laquelle les affrontements vont devenir de plus en plus durs. Pour l'instant c'est la « concertation permanente », cela risque d'être bientôt la répression permanente et l'épreuve de force dans un délai plus ou moins rapproché. Cela confronte les révolutionnaires de manière urgente avec le problème de l'approfondissement, de la généralisation et de la coordination des luttes et donc de leurs objectifs et des formes organisationnelles à adopter.

Il est clair que le combat ne peut être engagé avec profit que s'il se produit un débordement général des organisations syndicales. Il est non moins clair que jusqu'ici, en France du moins, les luttes sont restées circonscrites au cadre d'une entreprise, d'une usine, voire de quelques ateliers, et que les bureaucraties syndicales sont parvenues tant bien que mal à en garder le contrôle. Le danger qui nous menace actuellement, c'est celui d'un isolement des conflits qui peuvent devenir de plus en plus aigus et se terminer cependant par une défaite sévère faute de perspectives et d'organisation. C'est pourquoi, si nous devons appuyer toute création d'organes autonomes de lutte (du type Comité d'Action, Comité de base, etc.) et y participer, il ne faut pas en cacher les limites : ce sont des groupes d'ouvriers extrêmement minoritaires et qui peuvent difficilement agir de façon permanente au sein d'une entreprise (à cause du patronat et des syndicats) ; en outre, de par leur nature, ces comités ont tendance à rester enfermés dans l'usine et ne peuvent combattre la domination bourgeoise à l'échelle de la société globale. Enfin il est faux de penser qu'à mesure que la lutte s'élèvera, ces comités se coordonneront au niveau tant régional que national pour donner naissance à une organisation révolutionnaire.

Une telle organisation ne peut naître mécaniquement ainsi. Il faut parallèlement, tenter sans cesse de s'élever au niveau d'une compréhension totale du développement contradictoire de la société capitaliste mondiale dans sa phase actuelle, il faut approfondir la critique du phénomène bureaucratique, apprécier les expériences révolutionnaires passées, pour redonner un contenu positif au socialisme et à la dictature du prolétariat. Cela signifie qu'une organisation révolutionnaire ne peut se construire sans des positions politiques globales. C'est pourquoi nous proposons à tous les groupes politiques, militants syndicaux ,inorganisés qui se réclament du marxisme, de la dictature du prolétariat et qui refusent les schémas pétrifiés du trotskysme et le délire inconséquent du maoïsme d'engager des discussions afin de voir ce qui peut être fait en vue d'intervenir efficacement dans les nouvelles luttes qui s'annoncent.

LES GRÈVES EN EUROPE

(suite de la page 1)

font perdre des milliards aux actionnaires, mettent en danger la fameuse compétitivité. Alors que les syndicats prêchent le calme et la discipline, les ouvriers opposent la force à la violence organisée de l'Etat.

Ni le patronat ni les bureaucrates réformistes ne sont cependant désarmés face à cette radicalisation des luttes, Promesses, concessions, atermoiements, répression, propagande, l'arsenal de la bourgeoisie est bien fourni. Et son contre-feu est classique : maintenir les divisions catégorielles et salariales, les cloisonnements sectoriels et nationaux, isoler les manuels des autres catégories de salariés, se servir de la petite-bourgeoisie et de la paysannerie comme contrepoids. Enfin et surtout, utiliser les bons services des partis réformistes et des appareils syndicaux.

La bureaucratie réformiste dans une situation contradictoire

Il est vrai que la bureaucratie réformiste se trouve actuellement dans une position difficile parce que contradictoire. Aux problèmes que soulèvent les nouvelles revendications et les actions sauvages, on ne peut pas répondre en réclamant simplement l'élévation du niveau de vie et l'amélioration des conditions de travail, sans poser la question des structures capitalistes de l'économie et de la nature de l'Etat. L'élévation du niveau de vie est soumise aux besoins du profit et aux aléas de la concurrence, elle s'opère de façon très inégale, subit des arrêts, des reculs ; elle a d'ailleurs pour contrepartie une augmentation continuelle de la productivité ; quant aux conditions de travail, elles découlent directement d'un processus de concentration, de rationalisation et de transformations technologiques qui est le mouvement même du capitalisme et constitue la condition de sa propre survie.

Sur le plan des salaires, si la bureaucratie réformiste avançait d'autres revendications que celles compatibles avec l'expansion et le renforcement du profit, et à plus forte raison si elle assumait et généralisait les revendications antihiérarchiques, inassimilables par l'organisation actuelle de la production, elle se heurterait de front à la direction des entreprises et à l'Etat. Mais surtout, si elle reprenait à fond les revendications portant sur l'organisation de la production et des services, ce heurt serait encore bien plus direct et violent, car la question des structures économiques et sociales, du pouvoir dans l'entreprise et dans la société serait objectivement posée. Or, la bureaucratie réformiste veut améliorer le système, non le détruire, car la destruction du système serait aussi la fin des conditions sociales de sa propre existence.

Pourtant, elle ne peut, sous peine de perdre toute influence, ni ignorer les formes de lutte et les revendications nouvelles, ni refuser d'apporter une réponse globale à une situation générale qui, de toute évidence, en réclame une. La bureaucratie réformiste s'efforce donc à la fois de ne pas se laisser déborder et de présenter un programme au niveau des structures et de l'Etat.

Les récents événements prouvent que, sur le plan tactique, sa capacité de manœuvre ne doit pas être sous-estimée : l'effet de surprise passé, les appareils syndicaux sont parvenus à coller à la base, ont devancé même l'explosion de mouvements spontanés en déclenchant des grèves étroitement contrôlées. Dans certains cas, en Italie par exemple, ils sont allés jusqu'à reprendre des revendications « gauchistes » pour mieux les dénaturer (2).

Quant au programme global et aux perspectives qu'il devrait pouvoir ouvrir, les limites sont plus étroites. On constate, en effet, que la bureaucratie réformiste ne va pas au-delà de quelques mesures de nationalisation et d'une collaboration gouvernementale avec les formations bourgeoises de gauche. C'est qu'en réalité les bureaucrates réformistes — y compris ceux qu'on appelle communistes — ne peuvent ni ne veulent réaliser leur vieux projet de capitalisme d'Etat, qui seul pourtant pourrait apparaître comme une réponse globale. Ils se heurtent, en effet, aussi bien à l'hostilité du patronat, qui ne peut pas accepter de gaieté de cœur une telle transformation, qu'à la méfiance des travailleurs ayant déjà fait l'expérience des nationalisations. Mais surtout, ce que les bureaucrates réformistes refusent absolument d'envisager c'est de s'appuyer sur un mouvement des masses pour tenter d'imposer un tel programme. Sur ce point du moins, l'attitude de la bureaucratie inféodée aux P.C. ne diffère guère, comme Mai l'a prouvé, de celle de la bureaucratie d'obédience social-démocrate.

Dans ces conditions, la bureaucratie réformiste, surtout dans les pays où elle est déjà au gouvernement, soit seule (Angleterre) soit en alliance avec la bourgeoisie (Italie, Allemagne), éprouve les plus grandes difficultés à contrôler les luttes actuelles et à donner tant soit peu de « crédibilité » aux perspectives globales, politiques, qu'elle est forcée malgré tout d'offrir aux travailleurs.

Le besoin d'une organisation révolutionnaire

Les luttes actuelles montrent que l'expansion de l'économie et ses conséquences sociales provoquent une intensification de la lutte de classe, entraînent un approfondissement de la critique pratique des travailleurs, créent les conditions d'une prise de conscience révolutionnaire.

Cela ne signifie pas que leur développement produira, progressivement et spontanément, automatiquement pour ainsi dire, une situation de crise révolutionnaire au cours de laquelle le capitalisme pourrait s'effondrer.

Quelle que soit l'ampleur de la crise sociale, la classe ouvrière ne peut y donner une issue positive, révolutionnaire, si elle ne parvient pas à porter sa lutte sur le terrain politique, c'est-à-dire au niveau du pouvoir dans l'entreprise et du pouvoir dans la société.

La crise sociale de Mai 68 a bien posé, objectivement, la question du pouvoir. Pourtant, les travailleurs, dans leur immense majorité, s'ils ont ressenti le besoin d'un changement politique, n'ont pris nulle part des initiatives allant ouvertement dans le sens d'une révolution.

Comment hausser les luttes au niveau politique de la contestation du pouvoir patronal et du pouvoir étatique ? Comment relier les actions des ouvriers à celles des autres salariés ? Comment établir une communication entre le prolétariat et les couches étudiantes et intellectuelles ? Comment coordonner l'action sur le plan international ? Comment déjouer les manœuvres de la bureaucratie syndicale et politique ?

Les revendications et formes de lutte radicales qui apparaissent déjà ici et là sont les premières manifestations d'une tendance qui pourrait se généraliser et s'affirmer au cours de la période qui vient : contrôle ouvrier sur les cadences et les conditions de travail, organisation d'assemblées générales d'entreprise et de comités de base pour exercer ce contrôle. Il ne s'agit actuellement que d'initiatives locales, en Angleterre et en Italie surtout. Mais leur portée politique est évidente : c'est par la généralisation de ce type de revendications débouchant sur un contrôle ouvrier *de fait* sur les moyens de production, les services, les transports que les luttes pourraient aboutir à une situation de double pouvoir donnant des dimensions révolutionnaires au conflit avec la classe dominante et son Etat. Nous avons là, dans la réalité du développement capitaliste et de la riposte ouvrière, les conditions qui permettent de porter la lutte à un stade supérieur, politique. Mais rien ne garantit ce passage et encore moins une issue victorieuse. Car tout ou presque est encore à faire.

Reste à formuler clairement les revendications, les buts, les limites et les moyens du contrôle ouvrier, à les condenser dans un programme qui, tout en étant l'émanantion des travailleurs, dépasse le niveau de l'entreprise et indique des objectifs à l'échelle de l'économie et de l'Etat. Reste à définir les voies et les moyens permettant l'union entre le manuels et les employés et techniciens. Reste à établir ne serait-ce qu'un début de communication *pratique* entre intellectuels et ouvriers. Reste à définir une attitude correcte vis-à-vis des centrales syndicales : faut-il encourager l'abandon des syndicats ? Ou bien ne faut-il pas, au contraire, souligner le danger d'une telle position qui risquerait de séparer les minorités de travailleurs révolutionnaires à la fois des militants ouvriers des partis traditionnels et des secteurs les moins avancés du prolétariat ? Comment concilier le militantisme au sein des syndicats et la participation aux formes d'organisation du type comité de base ? Reste à établir l'échange, la communication directe entre les travailleurs des usines des différents pays où se développent actuellement les actions les plus radicales.

Cet ensemble de tâches ne peut pas être accompli spontanément par « les travailleurs eux-mêmes ». D'où le besoin d'une organisation politique révolutionnaire. Certes, s'auto-proclamer L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE ne permet pas d'avancer d'un seul pas dans la voie qui mène à cette organisation. Mais il serait tout aussi faux de penser qu'elle se formera comme un simple « produit des luttes », qu'elle sera une création spontanée du prolétariat. Les militants qui n'acceptent pas les conceptions et les mots d'ordre du national-communisme, mais aussi du trotskysme traditionnel et de l'anarchisme classique, qui refusent de réduire le marxisme à une collection de schémas et de recettes, n'ont plus aucune raison d'attendre encore on ne sait quel degré de « clarification théorique » et de « maturation de la conscience ouvrière » pour se regrouper. Si nous voulons aider les milliers de travailleurs qui, déjà aujourd'hui, de Sesto San Giovanni à Coventry, de Ludwishafen à Sochaux, de Mirafiori à Cléon cherchent à forger l'instrument dont ils ont besoin pour lutter, c'est dès maintenant que nous devons agir de façon organisée, cohérente.

(2) Voir « Cahiers de Mai » n° 14.

LA CONFÉRENCE D'INTERNATIONAL SOCIALISM

Les 6 et 7 septembre s'est tenue à Londres une conférence du groupe I.S. à laquelle assistaient des représentants d'organisations étrangères, dont « La Classe » pour l'Italie, les « Independant Socialist Club » pour les Etats-Unis, « Lutte ouvrière » et « Pouvoir ouvrier » pour la France.

INTERNATIONAL SOCIALISM, qui se réclame des positions de l'Opposition de Gauche au stalinisme et du marxisme révolutionnaire, regroupe actuellement plus de 1.200 militants et sympathisants répartis en 66 sections locales.

Le groupe I.S. publie une revue trimestrielle, « International Socialism », ouverte aux courants et aux individus se réclamant du socialisme, et un hebdomadaire tirant à 15.000 exemplaires. Composition sociale du groupe : 55 % d'étudiants, de lycéens et d'enseignants ; 25 % d'employés et 20 % d'ouvriers. Les membres d'I.S. militent dans les Trade-Unions et luttent pour l'auto-organisation des travailleurs à la base.

Ainsi ils ont appuyé pratiquement les grèves sauvages à la Ford, chez B.L.M., à Port-Talbot, et la création de comités de shop-stewards prenant en main l'organisation des luttes et formulant des revendications unitaires.

Nous résumons les trois points des débats qui nous semblent être les plus importants.

1°) A l'ouest la nouvelle phase d'instabilité du capitalisme provient des difficultés croissantes de l'Etat à assurer un contrôle économique et social, et de l'effet déclinant de la production d'armements comme moyen de compenser la tendance à la surproduction de capitaux et de marchandises.

On peut prévoir une période de crises ponctuelles au cours de laquelle les dépenses militaires continueront de défendre le système contre les conséquences les plus graves de l'instabilité économique et sociale qu'engendre une telle croissance.

Ces crises pousseront les capitalismes occidentaux à accélérer la concentration industrielle et la rentabilisation accentuant ainsi les disparités régionales telles qu'elles existent, par exemple, en Italie (Sicile) (Mezzoggiorno), et qui font de ces régions des réservoirs de main-d'œuvre bon marché pour les industries du Nord. La faible marge de profit du capitalisme contemporain amène la bourgeoisie à freiner les salaires afin de réduire les coûts de production ; les classes dominantes européennes intensifient leur entreprise d'intégration de la classe ouvrière, par une intervention toujours plus organisée de la bourgeoisie dans la vie non-productive des travailleurs. Cette politique de la bourgeoisie débouchera sur un regain de racisme (cf. Powell en Grande-Bretagne et sa campagne contre l'immigration), d'intolérance et de chauvinisme.

Le capitalisme devra se heurter à la petite-bourgeoisie en voie de prolétarisation, en accentuant la fiscalité et en liquidant les secteurs retardataires (paysannerie, petit commerce). Il s'attaquera aussi à la couche intellectuelle et étudiante qui se refuse à être moulée idéologiquement et politiquement dans le seul but de devenir les cadres dociles du système.

A l'Est, le capitalisme bureaucratique d'Etat est lui aussi entré en crise, pris entre la nécessité d'accumuler toujours davantage de plus-value, et donc de bloquer les salaires et la consommation individuelle et celle, pour obtenir l'adhésion de la classe ouvrière aux réformes économiques (qui visent à accroître la productivité), d'augmenter les salaires et la production de biens de consommation.

2°) Ce qui caractérise la situation économique et sociale en Angleterre c'est l'échec de la politique des revenus tendant à bloquer les salaires afin de diminuer les coûts de production et de rendre l'industrie britannique compétitive pour permettre de combler le déficit de la balance de paiements. En effet, on estime que les salaires n'augmenteront en un an que de 1 % de moins qu'en l'absence d'une politique des revenus. Entre octobre 1964 et octobre 1968, la moyenne des salaires horaires a augmenté de 27 % contre 23 % les quatre années précédentes. L'explication en est que ,pour résister à la pression ouvrière et augmenter encore plus ses profits, le patronat conclut des « accords de productivité » avec les Trade-Unions.

Les militants doivent entreprendre la lutte contre ces accords de productivité sur différents plans :

— Lutte contre les licenciements que ces « Accords de Productivité » accentuent.

— Lutte pour le contrôle des shop-stewards sur l'embauche et les horaires de travail.

— Sur le plan des salaires, lutte contre la hiérarchisation et pour des augmentations uniformes.

— Lutte pour obtenir l'ouverture des livres de comptes.

— Nécessité de s'opposer à la réduction des temps morts.

— Pas de négociations sans la présence des shop-stewards.

— Opposition totale aux clauses pénales menaçant le droit de grève.

La question qui est en fait posée par la lutte contre les cadences, les accords de productivité, la hiérarchie des salaires, les heures supplémentaires est celle de la gestion ouvrière de la production, mais aussi celle du pouvoir politique de la classe ouvrière.

3°) En ce qui concerne la tactique à employer vis-à-vis des élections législatives, toutes les positions imaginables furent défendues à la conférence. Depuis la position appelant à l'abstention et à la grève générale jusqu'au soutien du Labour Party dans la meilleure tradition du front unique ouvrier, en passant par le soutien à des candidats de l'Independent Labour Party ou à des candidats du P.C.Br. sur la base minimale de la défense des syndicats, de la lutte contre le chômage, de la lutte contre le racisme, et du combat anti-impérialiste, alors que d'autres expliquaient qu'I.S. devrait présenter des candidats révolutionnaires.

La révolution chinoise vingt ans après :

II · La mise en place du capitalisme bureaucratique (1949-1956)

Lorsqu'en 1949 l'appareil du P. C.C. s'empare du pouvoir, toutes les conditions existent pour que s'organise un capitalisme bureaucratique qui, dans ses traits essentiels, se veut alors la copie chinoise du modèle déjà élaboré en U.R.S.S. Cinq années suffiront pour que la totalité des moyens de production et d'échange soit aux mains de l'Etat et pour que l'économie cesse entièrement de fonctionner selon les lois du marché (1).

La haute concentration à laquelle est parvenue le capitalisme chinois permet en effet au capital d'Etat de se donner sans délai une puissance irrésistible. Lorsqu'en 1949 les avoirs du Kuo-Ming-Tang, puis ceux des firmes étrangères, sont érigés en propriété publique, l'Etat se trouve déjà maître de 80 % de l'industrie lourde, de 60 % de l'industrie légère, de 92 % des dépôts bancaires et de 54 % du commerce de gros. La moyenne et petite bourgeoisie — cette dernière comprend des millions d'artisans et de boutiquiers — sont déjà désarmées en face de l'Etat. Si le régime qui se définit alors comme une Démocratie Nouvelle inclut des partis bourgeois et petit-bourgeois dans la coalition gouvernementale, leurs représentants ne sont en fait que des figurants. Tous les centres de décision et les organes de coercition sont aux mains du P.C.C.

L'Etat fait sentir très tôt le poids de sa puissance aux couches bourgeoises et petites-bourgeoises. Dès 1951, lorsque, à la faveur du redressement de l'économie chinoise, ces couches s'efforcent de ranimer leurs affaires et d'étendre leur accumulation privée, l'Etat brise net leurs velléités de développement indépendant par une campagne de terreur qui sème l'épouvante parmi elles. La fin de la bourgeoisie est proche. Entre 1952 et 1956, l'étatisation du commerce transforme les entrepreneurs bourgeois en simples exécutants des commandes de l'Etat, qui fixe aussi bien le prix des matières premières que les produits fabriqués et le montant des salaires. Déjà d'ailleurs le capital d'Etat s'immisce dans les entreprises bourgeoises transformées en sociétés mixtes : en y investissant des capitaux additionnels, l'Etat en devient le co-propriétaire et le co-gestionnaire. Les patrons, maintenus à la tête des entreprises en raison de leur compétence, sont encore, il est vrai, rémunérés à la fois comme directeurs salariés et comme propriétaires. Mais à partir de 1955, les profits qu'ils reçoivent tous les ans sont considérés comme un remboursement par tranches de leurs capitaux, de sorte que leur caractère de propriétaires est en voie d'abolition. La bureaucratie maoïste qui manquait de cadres économiques compétents pour étatiser d'un seul coup toute l'économie, a résolu le problème en s'assimilant de proche en proche la majeure partie de la bourgeoisie.

Un processus analogue s'est déroulé au sein de la masse des artisans et des détaillants, qui ont été groupés en coopératives revendant à des prix fixés par l'Etat les produits qu'elles fabriquent ou reçoivent de l'industrie ou de l'agriculture. Les membres des coopératives sont d'abord à la fois rémunérés en fonction du travail qu'ils fournissent et de la valeur du capital qu'ils ont apporté à l'entreprise. Mais comme les coopératives sont transformées en entreprises mixtes et comme la majeure partie des profits réalisés tous les ans est investie et non pas distribuée, la rémunération au titre de la propriété devient rapidement insignifiante. En réalité la petite-bourgeoisie a été décomposée, donnant naissance à une minorité de cadres qui dirigent les entreprises commerciales pour le compte de l'Etat et une masse d'employés de commerce salariés.

Parallèlement, les rapports bureaucratiques ont été implantés dans les campagnes et l'Etat a extirpé toute possibilité d'éclosion d'une bourgeoisie rurale. A partir de 1954, tandis que l'Etat établit son monopole sur le commerce des produits agricoles, les paysans de chaque village sont groupés en coopératives rurales qui évoluent de la même manière que les coopératives d'artisans et de commerçants : dès 1956, les paysans cessent d'être rémunérés en fonction de la valeur des terres et du cheptel qu'ils ont apporté au fonds commun et leurs revenus sont calculés uniquement en fonction du travail fourni pour la production des récoltes livrées à l'Etat. Dès lors, en dépit du fait que la terre reste formellement propriété de la coopérative, les producteurs ruraux ne sont en réalité que des salariés. Groupés en brigades de travail, assujettis à des normes, ils exécutent les tâches qui leur sont assignées par les cadres nommés par le Parti et qui régentent toutes les activités du village en application des instructions des autorités centrales.

Ainsi, qu'il s'agisse de la production industrielle ou de l'agriculture, le marché a complètement cessé d'être l'organe d'intégration des entreprises et la concurrence comme moteur de la reproduction a cédé la place aux décisions de l'Etat qui, à partir de 1952, a commencé de mettre en route un premier plan de développement quinquennal. Il est proprement aberrant de définir la Chine maoïste comme un état petit-bourgeois ainsi que le font certains trotskystes : ni la propriété bourgeoise, ni les catégories et les lois de la production bourgeoise ne subsistent dans l'économie chinoise, et c'est un pur roman de prétendre qu'elles pourraient un jour renaître.

Il est vrai que dans le passé des mesures d'étatisation partielles ont été, dans divers pays, un point de départ de l'éclosion d'une bourgeoisie capitaliste sous la tutelle de l'Etat. Mais ce processus s'est déroulé à une époque historique où le système bourgeois axé sur la propriété privée allait partout en se renforçant. Il est aujourd'hui partout sur le déclin et le régime maoïste a précisément surgi de la faillite de la bourgeoisie chinoise et de son incapacité à assurer le développement des forces productives. Il n'y a pas de jacobins au XXe siècle. Au demeurant, les diverses mesures étatiques qui, au XVIIIe et XIXe siècles, ont aidé à la naissance des bourgeoisies nationales ne peuvent pas du tout être comparées aux mesures prises par l'Etat maoïste. Celles-ci ne visent pas à déblayer la voie à une accumulation privée du capital. Elles en ont au contraire brisé tous les mécanismes et l'ont rendue impossible. La période de la Démocratie Nouvelle a fini en Chine comme la période commencée avec N.E.P. avait fini en Russie : par la liquidation des formes bourgeoises et petites-bourgeoises de la production et de l'échange.

Mais le régime chinois n'est pas pour autant définissable comme une dictature ouvrière et paysanne, même déformée, et la propriété étatique ne suffit nullement à garantir le caractère socialiste de l'économie. En fait, le pouvoir est occupé par un formidable appareil bureaucratique — plusieurs dizaines de millions de personnes — qui a été « extrait » de presque toutes les classes de la société et homogénéisé par toute une série de campagnes de terreur et de remodelage idéologique conduites par le Parti. Celui-ci, hiérarchisé à la manière d'une armée et coulé dans le moule d'un totalitarisme sans limite, exerce une double fonction. D'un côté il unifie la bureaucratie, s'érige en gardien de ses intérêts, lui découvre les voies de sa consolidation à la tête du pays. De l'autre, il constitue un appareil de propagande et de manipulation qui, plongeant ses ramifications dans les masses, les organise dans l'obéissance au pouvoir. Celles-ci ne sont pas seulement atomisées et privées de toute expression autonome. Elles sont pénétrées de part en part par les organismes du Parti et soumises à un incessant travail de remodelage des consciences qui vise à susciter leur adhésion active au régime et à ses décisions.

La séparation et l'opposition qui, en dépit du masque totalitaire, existe entre le Pouvoir et les travailleurs, apparaît aussitôt qu'on examine la façon dont est gérée l'économie chinoise. La substitution de la propriété étatique à la propriété privée et de la planification au marché ne fait nullement disparaître le caractère essentiel du rapport capitaliste de production, c'est-à-dire la séparation des producteurs des moyens de production et l'impossibilité où ils sont mis, de ce fait, de disposer du produit. Dans la mesure, en effet, où la bureaucratie centrale décide seule et sans aucun contrôle, aussi bien de la nature et du volume de la production que des prix et des salaires, les travailleurs ouvriers et paysans restent, comme dans toute société d'exploitation aujourd'hui, une simple force de travail assujettie à la tâche de créer du surproduit en exécution des ordres de la classe dominante. L'étatisation métamorphose le capitalisme, elle ne le supprime pas.

Prochain article : « Les contradictions de classe dans la Chine maoïste ».

---

(1) Voir dans P.O. n° 98 le premier de cette série d'articles : « Le sens de la révolution chinoise ».

Tchécoslovaquie...

(Suite de la page 1)

d'autre part en obtenant de ceux qui ne pouvaient être éliminés de façon trop brutale, qu'ils gardent un silence complice (Dubcek, Smrkovsky) ou même soutiennent ouvertement sa nouvelle politique. La résolution du récent plénum du comité central ne fait que confirmer cette tendance.

De même, la brutalité avec laquelle la nouvelle direction a repris en main les différents secteurs lui permettant de maintenir son pouvoir (police, syndicats, armée, presse, etc.) contraste avec les hésitations, les tâtonnements de la « période Dubcek ».

Enfin, le mouvement des masses, bien qu'il se soit manifesté, n'a jamais atteint une radicalisation telle que le pouvoir de la bureaucratie soit réellement mis en danger ; ce qui permit à ce pouvoir de se renforcer, c'est-à-dire de voir aboutir ses efforts dans le sens d'une consolidation de son contrôle sur la presse, la police, les groupements d'étudiants, d'intellectuels, etc.

Cependant, les masses n'ont pas subi passivement la politique de la nouvelle direction. Le succès remporté par les consignes de boycott lors du premier anniversaire de l'invasion, pour ne citer que cet exemple, prouve que la grande majorité de la population n'accepte que très difficilement de se taire.

Le mécontentement des masses résulte de l'incapacité persistante de la bureaucratie à résoudre la crise économique qui s'est ouverte à la fin des années 50, ce qui a entraîné une baisse constante du taux d'accroissement de la production et une baisse du niveau de vie de la population ; ce mécontentement résulte de la désillusion due à l'arrêt total de la réforme économique et de ce que l'on a appelée la libéralisation ; enfin, il est dû, en grande partie, à la prise de conscience par une fraction de la classe ouvrière que tout allait redevenir comme avant et que, loin d'être son représentant, voire son allié, la bureaucratie avait des objectifs tout à fait différents de ceux de la classe ouvrière.

En effet, en même temps qu'elle retrouvait sa cohésion et consolidait son pouvoir sur la société, la bureaucratie tchécoslovaque montrait ouvertement son vrai visage, montrait qu'elle jouait un jeu tout à fait différent de celui qu'elle prétend jouer. Elle a réussi à faire taire les travailleurs, ou presque, mais elle a aussi montré que les aspirations de la classe ouvrière, qui se sont manifestées avec force en 1968 ,ne sauraient être réalisées avec le soutien de la bureaucratie, mais bien **contre** celle-ci.

Actuellement, cette prise de conscience se manifeste par la « mauvaise volonté » avec laquelle la classe ouvrière « participe à l'effort de production ». Déjà les étudiants révolutionnaires, qui avaient publié avant l'éviction de Dubcek un « Manifeste » se sont tournés vers un travail illégal pour mener la lutte contre la bureaucratie de la façon la plus radicale. (2)

Cependant, au cas où le mécontentement ne provoquerait aucune radicalisation rapide des luttes de la classe ouvrière, les causes mêmes du mécontentement subsistant, le retour à l'ordre tant espéré par les bureaucrates ne pourra être que provisoire. En particulier, ce retour à l'ordre ne pourra supprimer le malaise dû aux difficultés de l'économie tchécoslovaque, difficultés qui n'ont fait que s'aggraver depuis l'invasion.

Aux problème cruciaux qui se posaient alors, sont venus s'ajouter ceux qui résultent de l'apathie manifestée par de larges couches de la classe ouvrière vis-à-vis de l'effort de production : la productivité, déjà faible, tend à diminuer progressivement. A cela vient s'ajouter le poids de l'occupation elle-même, l'économie tchécoslovaque devant fournir aux troupes d'occupation le ravitaillement nécessaire à leur entretien. En conséquence, l'écart entre le niveau de production des moyens de production et celui des biens de consommation s'est considérablement élargi. Tout ceci s'est manifesté récemment par une hausse des prix importante, pour certains articles de consommation courante.

Actuellement, l'U.R.S.S. supplée en partie à ce manque de biens de consommation. Mais cela ne saurait constituer une solution définitive, et la situation actuelle, si elle devait se prolonger, ne pourrait que faire renaître de nouvelles tensions.

La mise au grand jour du rôle de la bureaucratie et les difficultés croissantes de l'économie posent donc les bases objectives d'une critique radicale de la société bureaucratique par la classe ouvrière. D'autre part le prolétariat tchécoslovaque se trouve dans une situation plus favorable que celui de la Hongrie après 56. La classe ouvrière hongroise, qui avait alors un poids beaucoup plus faible dans la société, que celle de Tchécoslovaquie, sortait écrasée d'une révolution anti-bureaucratique dans laquelle elle avait jeté toutes ses forces. La classe ouvrière tchécoslovaque, quant à elle, n'a fait que lutter aux côtés d'une fraction de la bureaucratie, pour obtenir une amélioration de sa condition au sein de la société existante. Par conséquent elle n'a pas été écrasée en tant que classe parce qu'elle ne s'est pas opposée à la bureaucratie en tant que telle.

Cependant la tâche de la fraction la plus consciente de la classe ouvrière sera rendue difficile à court terme par l'absence d'une perspective à l'échelle des autres pays bureaucratiques, dans lesquels la résistance des travailleurs tchécoslovaques a trouvé peu d'écho.

---

(2) Ce « Manifeste constitutif du Mouvement de la Jeunesse Révolutionnaire Tchécoslovaque » (cf. Rouge n° 9) fixe comme nécessaire à l'activité du Mouvement notamment « l'organisation de discussions politiques pour un large public » ; « la diffusion et propagation, par tous les moyens, des opinions et de toutes les informations politiques » ; « l'étude (...) de l'activité des forces potentiellement révolutionnaires en U.R.S.S. et dans les démocraties dites populaires ».

PERMANENCE DE "POUVOIR OUVRIER" :

Tous les samedis de 15 h. à 18 h.

au local : 22, rue L. Bellan, Paris 2e